

INSTITUTO LATINOAMERICANO
DE PLANIFICACION
ECONOMICA Y SOCIAL



LIMITE
INST/L.18
Le 19 décembre 1969
FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

TREIZIEME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Santiago du Chili, 8 et 9 janvier 1970

PROPOSITIONS DU DIRECTEUR GENERAL AU CONSEIL
D'ADMINISTRATION CONCERNANT LES ACTIVITES ET
LE FINANCEMENT FUTURS DE L'INSTITUT

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
<u>Introduction</u>	
1. <u>Formation</u>	3
2. <u>Services consultatifs et projets</u>	9
3. <u>Recherche</u>	14
4. <u>Publications</u>	17
5. <u>L'avenir de l'Institut et les problèmes du financement</u>	19
6. <u>Relations avec les autres organismes</u>	28
Tableau 1	25
Tableau 2	26
Tableau 3	27

INTRODUCTION

L'Institut doit maintenant commencer à préparer la troisième phase de ses activités. A cette fin, il faut examiner le chemin parcouru et réfléchir à l'orientation que l'on voudrait donner à ces activités dans l'avenir. Il importe aussi d'envisager les solutions les mieux appropriées aux problèmes du financement, afin d'en assurer la permanence. Il est donc nécessaire de définir avec précision l'action de l'Institut au cours des prochaines années et le rôle qui lui incombera en Amérique latine.

En conséquence, il a été décidé de tenir une réunion spéciale du Conseil d'administration pour procéder à un échange de vues à caractère purement officieux sur les problèmes actuels de l'Institut, son avenir et les grandes lignes de son programme de travail.

Cette réunion ^{1/} a été extrêmement utile. Non seulement elle a favorisé un dialogue franc et ouvert sur les problèmes latino-américains mais elle a permis de clarifier un grand nombre d'idées touchant les activités de l'Institut et de recueillir des suggestions et des idées très constructives sur son programme de travail et sur les méthodes nécessaires pour lui donner dans l'avenir la stabilité financière indispensable.

1/ La réunion s'est tenue au Bureau de la CEPAL à Mexico les 12 et 13 septembre 1969; les personnes dont la liste suit y ont participé:

a) Membres du Conseil d'administration:

Enrique Iglesias (Président)

Carlos Manuel Castillo, Secrétaire général du SIECA

Plácido García Reynoso, Sous-Secrétaire à l'industrie et au commerce du Mexique

Sergio Molina, Vice-Président de la Société de développement du Chili

Luis Enrique Oberto, Directeur du Bureau de planification du Venezuela

Cecilio Morales (Représentant de la BID)

Carlos Quintana (Représentant de la CEPAL)

Walter Sedwitz (Représentant de l'OEA)

/Du fait

Du fait de son caractère officieux, cette réunion n'était pas appelée à adopter des résolutions ni à formuler des recommandations. Cependant, les membres du Conseil ont suggéré au Directeur Général de rassembler et d'analyser, avec la collaboration du Président du Conseil d'administration et du Secrétaire exécutif de la CEPAL, des suggestions formulées, en vue de présenter à la prochaine session ordinaire du Conseil (Santiago du Chili, 8 et 9 janvier 1970) des propositions relatives aux activités futures de l'Institut et à la solution de ses problèmes de financement.

C'est dans ce but que les pages qui suivent ont été rédigées. On y trouvera des suggestions relatives aux principales activités de l'Institut et aux nouveaux principes directeurs de son travail, suggestions qui tiennent constamment compte du rôle qui incombe à l'Institut en tant qu'organisme des Nations Unies pour ce qui est des problèmes du développement économique et social de l'Amérique latine. Il faut espérer que cet examen constituera la base d'une étude réaliste des formules les mieux appropriées pour résoudre la question du financement futur de l'Institut.

(suite) 1.

b) Fonctionnaires de l'Institut:

Raúl Prebisch, Directeur Général
Cristobal Lara, Directeur Général adjoint
Francisco Giner de los Ríos, Secrétaire de l'Institut

c) Autres participants:

Ildegar Pérez Segnini, Directeur exécutif de la BID
Manuel Balboa, Secrétaire exécutif adjoint de la CEPAL
Joseph Moscarella, Directeur du Bureau de la CEPAL à Mexico
Perfirio Morera Batres, Sous-Directeur du Bureau de la CEPAL à Mexico
René Montserrat, Sous-Directeur du Département des affaires économiques de l'OEA
Aldo Solari, fonctionnaire de la Division des affaires sociales de la CEPAL
Israel Wonsewer, Professeur à la Faculté des sciences économiques de l'Uruguay

Les membres suivants du Conseil d'administration n'ont pu participer à la réunion: M. Helio Beltrão, Ministre de la planification du Brésil, M. Alfonso Rochac, Ministre des affaires économiques du Salvador et M. Manuel San Miguel, Sous-Secrétaire aux affaires économiques de l'Argentine.

1. Formation

Au début des années cinquante, la CEPAL, mettant à profit l'expérience qu'elle avait acquise et sa connaissance des problèmes de l'Amérique latine, a commencé à organiser des cours de formation sur le développement économique, sous la direction de Jorge Ahumada. L'Institut s'est chargé de ces cours au début de la présente décennie et les a élargis tant pour ce qui est de leur nombre que de leur portée. On peut affirmer que les activités de formation menées à Santiago, qui comprennent le cours de base et les divers cours spéciaux, ont constitué, avec les cours intensifs organisés dans la grande majorité des pays de la région, l'effort le plus sérieux à ce jour pour dispenser des connaissances dans le domaine de la planification du développement et encourager les études dans ce domaine.

En chiffres ronds, plus de 5 000 cadres ont déjà suivi les divers cours de l'Institut. Le cours de base, les cours spéciaux sur la planification de l'éducation, de la santé, du logement et des ressources humaines et sur les plans opérationnels annuels, le cours spécial organisé à l'intention des responsables syndicaux et les cours intensifs nationaux, qui ont traité des techniques et des problèmes généraux de la planification et du développement ainsi que des aspects concrets de la planification industrielle et agricole, de la programmation globale, de la politique commerciale et de l'intégration économique, de l'analyse des projets, des budgets-programmes, etc., ont tous contribué à des degrés divers, à la formation technique des milliers de cadres latino-américains en question. Dans toute la région, beaucoup d'entre eux occupent des postes clé au gouvernement, dans l'administration, dans les universités ou le secteur privé et leur influence a eu un effet multiplicateur sur les travaux de l'Institut, lui conférant une autorité remarquable dans toute l'Amérique latine. On trouve aussi la preuve de ce rayonnement dans les universités latino-américaines, dont beaucoup ont adopté des programmes et des textes inspirés ou élaborés par l'Institut. Il en va de même pour les diverses activités de formation qui ont été entreprises avec la collaboration de l'Institut et qui se poursuivent sous la responsabilité directe des institutions nationales.

/La contribution

La contribution apportée par l'Institut dans ce domaine sert l'un des principaux objectifs dans lesquels cet organisme a été créé. Son action a répondu à des besoins criants. Aujourd'hui, la situation en matière de formation technique dans les disciplines en question a entièrement changé dans la plupart des pays d'Amérique latine. Il y a encore des déficiences graves mais on note avec satisfaction que dans beaucoup de pays, on déploie des efforts soutenus et bien orientés pour combler ces lacunes. Il est donc permis d'estimer que les cours de l'Institut ont déjà atteint en grande partie leur objectif pour ce qui est de cette première étape indispensable de la formation de base en matière de planification et de développement. Sans abandonner ce rôle, l'Institut devrait sans aucun doute aborder maintenant une nouvelle phase dans le domaine de la formation. La pause qu'il a décidé de s'accorder à cet égard en 1970 lui permettra de faire les premiers pas dans cette direction. Pour orienter son action, il devra mettre pleinement à profit l'expérience acquise en Amérique latine comme en dehors de cette région, ce qui requiert au préalable un effort pour approfondir et systématiser la connaissance de la situation et des problèmes de l'Amérique latine.

Cependant cet effort ne saurait se limiter à l'Institut. Il est aussi indispensable de favoriser un large dialogue entre l'Institut et les autres cercles, de façon à enrichir et à rendre plus réaliste l'analyse des problèmes et des expériences en tenant compte d'autres perspectives et de points de vue différents. Une méthode appropriée pour mettre cette idée en pratique consisterait à organiser un programme de cycles d'études où ces problèmes et ces expériences feraient l'objet d'un dialogue objectif et ouvert. On s'efforcera d'obtenir la participation d'économistes, de sociologues et de spécialistes d'autres disciplines originaires de l'Amérique latine et d'ailleurs ainsi que de fonctionnaires responsables de la politique économique et des activités de planification dans les divers pays, afin d'inclure parmi les thèmes de discussion non seulement l'évolution des idées au niveau théorique mais aussi les points de vue inspirés par l'action pratique visant à régler les principaux problèmes du développement en Amérique latine.

/Ces activités

Ces activités commenceront en 1970 par divers cycles d'études parmi lesquels il convient de mentionner, à titre d'exemple, une réunion des directeurs des services de planification et des responsables des organismes de développement pour examiner les problèmes actuels de la planification au sens le plus large et plus particulièrement ceux qui ont trait à l'exécution des plans. On espère commencer à mettre en place avec ce cycle d'études un système de réunions périodiques qui permette d'institutionnaliser d'une certaine manière une liaison étroite entre les services nationaux de planification et entre eux et l'Institut.

Quant au Cours de base - dont on envisage, à l'Institut, la réorientation depuis quelque temps ^{1/} - il convient de rappeler que lorsque le cours a commencé, la connaissance que l'on avait des problèmes du sous-développement était limitée. Aujourd'hui, en revanche, cette connaissance, bien qu'insuffisante, est bien meilleure et, en outre, il existe en Amérique latine d'autres centres et organes qui s'occupent de la formation de techniciens. Aussi estime-t-on que le moment est venu d'élever le niveau du cours de base et de l'axer sur l'étude des principaux problèmes des pays latino-américains et des politiques les mieux appropriées pour les affronter. Dans cette nouvelle optique, la recherche individuelle sur des sujets choisis par les participants et les discussions internes entre économistes et sociologues de l'Institut, de la CEPAL et d'autres organismes latino-américains représenteraient un élément essentiel des activités de l'Institut. Plutôt que de transposer et de transmettre des connaissances et des techniques déjà élaborées et ayant bénéficié de la diffusion nécessaire, l'objectif serait de discuter des idées et d'adopter une approche imaginative et ouverte des problèmes du développement de l'Amérique latine et des moyens pratiques d'agir sur la situation existante.

^{1/} Voir Bases de la reorientación del Programa de Capacitación, document INST/L.14, présenté à la douzième réunion du Conseil d'administration, qui s'est tenue à Mexico les 9 et 10 décembre 1968.

Il convient à cette fin de limiter le nombre des participants, d'allonger le cas échéant la durée de la formation et de partager avec les stagiaires le travail de recherche sur le développement économique et social accompli par l'Institut ainsi que la discussion des problèmes latino-américains que favoriseront les cycles d'études susmentionnés. Le problème du choix des participants revêt, semble-t-il, une importance particulière. Il est nécessaire que le cours attire des cadres possédant une formation solide et étendue consistant en titres universitaires suffisants ou en une aptitude confirmée sur le plan pratique. Le renforcement des conditions de participation obligera à modifier les conditions régissant le montant des bourses et leur durée.

Une autre idée toujours à l'examen - dont il a aussi été question au cours de la réunion officieuse du Conseil d'administration à Mexico - est celle de transformer le Cours de base en un cours de niveau supérieur pouvant aboutir à la délivrance d'un diplôme après deux ans d'études intensives et la rédaction d'une étude analogue à une thèse de doctorat. Si cette idée était jugée bonne, on pourrait prendre les mesures nécessaires pour attribuer une valeur universitaire à ces études et partager avec les universités intéressées la responsabilité de la délivrance de doctorats en développement économique ou en planification.

Tout cela fait partie du processus d'évolution et de transformations qu'a subi le Cours de base depuis que la CEPAL l'a créé. L'idée d'associer les connaissances enseignées aux courants d'idées qui ont exercé l'influence la plus forte sur la situation économique de la région n'a pas été étrangère à ces transformations. Il convient de signaler comme l'une des caractéristiques permanentes de ce programme le fait que les problèmes de l'Amérique latine et leur interprétation constituent l'aspect central de son contenu et l'objet auquel s'appliquent les connaissances et les expériences dont s'inspire ce cours. A l'occasion des transformations profondes à venir, il ne faudra pas oublier les enseignements précieux que nous offre l'expérience antérieure.

Pour ce qui est des cours spéciaux, en dehors du Cours de planification de la santé, dont les résultats positifs encouragent l'Institut à poursuivre sa collaboration avec le Bureau sanitaire panaméricain et l'Organisation

/mondiale de

mondiale de la santé (comme il aurait souhaité le faire avec l'UNESCO à la suite du cours conjoint organisé pendant plusieurs années sur la planification de l'éducation), il paraît nécessaire de les diversifier pour envisager une série de problèmes se posant en Amérique latine sur lesquels les connaissances et la systématisation des idées sont plus limitées. Il faut aborder des questions précises comme les communications et les transports, l'énergie et les ressources naturelles, le développement régional, le développement des pays relativement moins développés, le développement social et la planification sociale et d'autres questions présentant un intérêt particulier en vue d'obtenir une vision d'ensemble plus précise et plus approfondie du développement de ces pays.

Grâce à ses cours intensifs, l'Institut a accompli un travail important dans la plupart des pays d'Amérique latine. Depuis 1962, 54 cours ont été organisés dans 16 pays; dans certains d'entre eux, comme le Brésil, le Mexique et les pays d'Amérique centrale, ces cours ont été organisés plusieurs années consécutives et plusieurs promotions de diplômés les ont déjà suivis. Les cours ont servi à présenter et à diffuser des connaissances mieux intégrées sur les questions du développement et de la planification, en abordant aussi des aspects concrets et particuliers - agriculture, industrie, intégration économique, évaluations des projets - de chaque pays.

Il y a lieu de signaler qu'on demande à l'Institut d'organiser davantage de cours intensifs qu'il n'en peut organiser. En octobre 1969, il avait déjà reçu plus de 15 demandes pour l'année 1970. On estime que pour concilier cette demande avec une conception réaliste des ressources de l'Institut et de la nécessité de concentrer leur emploi, la meilleure méthode consisterait à encourager les organismes nationaux à se charger d'organiser et de dispenser ces cours comme cela est déjà parfois le cas. L'Institut pourrait prêter son concours à ces activités nationales en fournissant une orientation et des conseils. On pourrait en outre combiner les cours nationaux avec des cycles d'études où seraient introduits et discutés les principaux problèmes et concepts intéressant le développement. L'association de l'Institut aux universités des divers pays présenterait un intérêt particulier à cet égard. En tout état de cause, si l'on veut

/mettre en

mettre en pratique cette politique, il paraît souhaitable d'encourager la création, dans certains pays ou groupes de pays, de centres locaux de l'Institut analogue à celui dont le Brésil a demandé la création à l'ONU pour répondre à ses vastes besoins. Cette demande, que le Brésil a formulée lorsqu'il a signé le Plan d'opérations, non seulement représente une preuve de confiance en l'Institut mais aussi peut permettre de répondre au besoin de cours qui se manifeste au Brésil.

2. Services consultatifs et projets

Les services consultatifs assurés par l'Institut ont servi à atteindre des objectifs très divers. L'Institut a facilité l'élaboration de plans et de programmes dans la plupart des pays de la région et dans certains cas il a aidé à définir les stratégies de développement à long terme qui servent de cadre pour préciser les buts fondamentaux des plans. Il a également contribué à leur exécution en renforçant les instruments nationaux de planification, en approfondissant progressivement les questions sectorielles et régionales et en perfectionnant des outils fondamentaux tels que les techniques de planification à court terme, les budgets-programmes, les plans d'investissements publics, etc... pour leur donner une efficacité opérationnelle supérieure.

Cette action intensive a contribué à transformer le profil de l'Amérique latine à cet égard. La plupart des pays de la région possèdent maintenant des organismes de planification, dont beaucoup sont dotés d'équipes de techniciens nationaux compétents. Il semble qu'on ait dépassé l'étape initiale où il fallait faire appel à des missions de longue durée et, comme a tenté de le faire l'Institut au cours des dernières années, il faut s'efforcer de trouver des procédures mieux accordées aux besoins actuels des divers pays, sans toutefois écarter, si les circonstances le justifient, des activités de caractère exceptionnel, tant du point de vue des ressources absorbées que du point de vue du temps exigé.

Les services consultatifs doivent être adaptés aux caractéristiques et à la situation des pays qui en font la demande; leur intensité et leur durée doivent dépendre de la nature des problèmes qui se posent. D'une part, il faut envisager la possibilité d'envoyer des missions dans les pays intéressées pour des périodes de relativement courte durée; les équipes comprendraient des généralistes et des spécialistes des divers secteurs de l'activité économique et aideraient, grâce au dialogue, les gouvernements à échanger des idées sur des questions fondamentales touchant la stratégie du développement. Il s'agirait dans ces cas pour les experts de comparer leur expérience à celle des fonctionnaires du pays intéressé,

/pour contribuer

pour contribuer à la clarification et à la solution de problèmes nationaux. Dans certaines circonstances, les Gouvernements - comme l'ont démontré les résultats de missions récentes de ce type - veulent ce genre de discussion objective pour former leur opinion et mettre en oeuvre leurs propres décisions. Du fait des besoins en cause, il est souhaitable que ces missions soient effectuées par des fonctionnaires expérimentés de l'Institut et de la CEPAL.

D'autre part, comme on l'a indiqué, on pourrait envoyer des missions consultatives de plus longue durée pour s'acquitter de travaux techniques de base analogues à ceux qu'accomplissaient auparavant les groupes consultatifs, bien qu'il soit évident qu'en égard aux progrès réalisés dans la plupart des pays, ces travaux n'auront pas besoin d'être aussi longs que dans le passé. Etant donné la portée de ce type d'activités et le manque de ressources de l'Institut, il semblerait souhaitable d'effectuer ces missions avec le concours de la CEPAL, d'experts régionaux d'assistance technique de l'ONU et d'autres organismes. Si l'Institut réussissait à s'assurer le concours de techniciens de l'extérieur, cela lui permettrait non seulement d'enrichir sa propre expérience d'autres points de vue mais aussi de canaliser les ressources d'assistance technique actuellement dispersées dans toutes l'Amérique latine pour les orienter vers des activités plus concentrées et probablement d'une meilleure rentabilité pour les gouvernements.

L'Institut tend en outre à accorder toujours davantage d'attention à la fourniture de services consultatifs en matière d'intégration, cela non seulement en raison de sa connaissance des problèmes de développement des divers pays et de la région dans son ensemble mais aussi en raison des recherches fondamentales auxquelles il s'est livré sur des questions comme la politique du développement dans le cadre de l'intégration, le déséquilibre des échanges, les perspectives de l'intégration pour une politique d'accélération du développement industriel, les critères d'analyse des projets d'intérêt multinational, etc... Lorsqu'on envisage les activités futures de l'Institut dans ce domaine, il ne faut pas oublier qu'il existe en Amérique latine une tendance de plus en plus marquée à conclure des

/accords sous-régionaux

accords sous-régionaux à l'intérieur du système d'intégration générale de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE). L'exemple précurseur de l'intégration des pays de l'Amérique centrale a récemment été suivi par le Groupe des Andes, par les pays de la région des Antilles et - dans un but légèrement différent - par le Groupe des pays du Bassin de la Plata.

L'Institut a suivi avec grand intérêt les événements qui ont conduit à la signature de l'Accord des Andes et, sur la demande de la Commission mixte de la Déclaration de Bogota, il a élaboré en coopération avec la CEPAL un document sur les moyens de relier les plans nationaux de développement en vue de l'intégration sous-régionale qui a été présenté en août 1968 à la réunion que cette Commission a tenue à Carthagène (Colombie). Récemment (en octobre 1969 à Lima), l'Institut a participé à la réunion des responsables de la planification de ce Groupe et s'est vu confier la tâche d'élaborer, avec la CEPAL, un document préliminaire sur les critères et les méthodes qu'il faut adopter dans le cadre de la programmation conjointe et sur d'autres aspects de la coordination des plans de ces pays; il a aussi été chargé de fournir des services consultatifs techniques aux réunions des responsables de la planification. L'Institut est disposé à apporter sa coopération active pour tous les aspects de la planification et de l'intégration du Groupe des Andes chaque fois que son assistance sera nécessaire.

Il convient de noter aussi que l'Institut a pris des mesures pour coopérer avec la CEPAL pour ce qui est de certains travaux intéressant l'intégration de la région des Antilles. De même, il y a lieu de signaler la fourniture de services consultatifs en matière de planification du développement régional dans les pays latino-américains, qui répond à un besoin fondamental et croissant. En dehors des travaux à long terme effectués dans l'Etat de Minas Gerais (Brésil), l'Institut coopère avec la CEPAL - en réponse à une demande du Gouvernement bolivien - pour l'étude des possibilités de développement de la région de Santa Cruz, dans le cadre du projet de Puerto Busch.

Comme on l'a noté à la réunion officieuse de Mexico, l'Institut devrait jouer un rôle plus actif dans les études de pays entreprises par le

/Comité interaméricain

Comité interaméricain de l'Alliance pour le Progrès. C'est dans ce but que le Président du CIAP a invité l'Institut à participer aux travaux de cet organe; le Directeur général de l'Institut assistera aux réunions plénières du CIAP, où il représentera également la CEPAL, sur la demande de son Secrétaire exécutif. Il s'agirait pour l'Institut non seulement de participer aux réunions plénières du CIAP mais aussi de collaborer le cas échéant aux travaux techniques préparatoires si on le lui demande, si cela lui est possible. On a formulé à la réunion officielle une autre suggestion intéressante, celle de renforcer les relations avec la Banque interaméricaine de Développement en lui fournissant une assistance consultative pour l'organisation de missions s'occupant de questions de développement économique.

Le rôle consultatif de l'Institut lui a permis de rester en contact étroit avec les expériences de planification et de politique économique qui se déroulent en Amérique latine et de coopérer aux efforts nationaux dans ce domaine. Les indications fournies plus haut constituent une base appropriée pour réexaminer la forme des services consultatifs que devrait fournir l'Institut dans le cadre de sa tâche essentielle consistant à encourager les processus de planification et à conserver un contact permanent avec les réalités nationales. D'autre part, ces activités devront être liées étroitement aux cycles d'études et au dialogue qui a été décrit en termes généraux au début du présent rapport.

Pour ce qui est des projets, il n'est pas nécessaire de souligner leur importance dans les activités de l'Institut étant donné que l'un des plus sérieux obstacles à la planification est précisément le défaut de projets permettant de matérialiser les priorités définies dans les plans.

C'est surtout avec les encouragements et l'appui de la Banque interaméricaine de Développement que l'Institut a joué un rôle dans ce domaine, rôle limité par le manque de ressources. Il a cependant fourni une assistance technique à divers pays - la Bolivie, le Brésil, l'Equateur, le Paraguay, la République Dominicaine, le Venezuela - et il a collaboré en Amérique centrale à l'élaboration de certains projets d'intérêt national et régional. En matière de projets agricoles, il a acquis une expérience suffisante dans les travaux sur le terrain pour publier prochainement un

/guide pratique

guide pratique pour la formulation de projets de mise en valeur intégrée des régions agricoles. Il a d'autre part entrepris des travaux sur l'analyse et l'évaluation des projets d'intégration.

Les activités de l'Institut dans ce domaine seront axées surtout sur deux tâches dont l'une est déjà commencée alors que l'autre s'est récemment proposée à son attention et offre des perspectives prometteuses.

La première est l'élaboration d'un guide et d'un manuel des projets. Ce travail, qui a déjà commencé, bénéficie d'un appui important de la BID. Les ressources qui ont été affectées à ce projet et la coopération qu'on espère obtenir d'autres organismes nationaux et internationaux permettent de prévoir que le guide et le manuel rendront de grands services en tant qu'instruments pratiques pour la formulation, l'évaluation et l'exécution des projets en Amérique latine.

La seconde tâche, que l'Institut se propose d'aborder dans l'immédiat, résulte d'une suggestion formulée à la réunion officielle du Conseil d'administration à Mexico sur la possibilité que l'Institut intervienne dans le domaine du pré-investissement. L'expérience a montré la nécessité de trouver un moyen de lier la formulation des plans et des politiques de développement à l'exécution de projets concrets. Les programmes de pré-investissement peuvent combler cette lacune et l'Institut devra s'efforcer d'étendre son action à ce domaine, ce qui lui permettra de répondre d'une autre manière à la préoccupation des pays intéressés de rendre leurs plans plus opérationnels.

L'Institut a accueilli avec le plus grand intérêt cette suggestion formulée par les représentants de la Banque interaméricaine de Développement et il a depuis la réunion de Mexico échangé des idées avec cette institution ainsi qu'avec certains gouvernements de la région en vue de commencer à s'acquitter de cette nouvelle tâche.

3. Recherche

En Amérique latine, la situation actuelle en matière de recherche sur les problèmes et la politique du développement est très différente de ce qu'elle était il y a quelques années. Non seulement le cadre de la réalité économique et sociale s'est transformé mais aussi on constate une prise de conscience de plus en plus aigüe des causes et des conséquences de l'insuffisance des progrès réalisés par l'économie de la région. De plus, le nombre des institutions internationales et nationales qui font des études sur la situation en Amérique latine s'est considérablement accru. On trouve aujourd'hui dans plusieurs pays des centres nationaux de recherche qui sont capables d'accomplir ce genre de tâches. La création du Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO), chargé de coordonner tous ces centres, représente un exemple des possibilités de coopération entre ces centres et les incite à déployer des efforts communs pour résoudre les problèmes les plus critiques se posant au cours de l'étape actuelle du développement de l'Amérique latine.

L'Institut a pu constater que la région est maintenant mieux équipée pour faire des études qui auraient dépassé ses possibilités il y a dix ans. Les progrès réalisés dans la recherche effectuée conjointement avec les centres nationaux sur les politiques de développement orientées vers l'intégration fournissent un exemple frappant des résultats obtenus.

La meilleure connaissance de la complexe réalité latino-américaine et l'examen explicite de nouveaux problèmes exigent que toutes les recherches intéressant l'ensemble de la région soient fondées sur des données nationales solides qui permettent d'approfondir et de préciser les concepts et les conclusions.

De plus, plusieurs organismes internationaux et interaméricains - surtout la BID, l'OEA et le CIAP - apportent, chacun de son point de vue, des contributions importantes à l'analyse des politiques économiques et sociales. L'intérêt croissant porté aux problèmes de la région et la reconnaissance du fait que ces problèmes ont des caractéristiques propres interdisant une application mécanique des théories élaborées dans les

/ "centres" ont

"centres" ont eu un effet salubre sur l'interprétation des causes et des conséquences du sous-développement, enrichissant ainsi la connaissance de la situation en Amérique latine.

Il importe de rappeler que les recherches entreprises par la CEPAL au cours des vingt dernières années offrent une base très solide aux travaux de recherche de l'Institut. Il convient seulement d'ajouter que l'Institut lui-même, malgré sa jeunesse et la maigreur des ressources qu'il a pu consacrer à la recherche, a déjà apporté des contributions significatives, bien que partielles, à la connaissance de questions aussi importantes que le développement industriel et l'emploi, le déséquilibre des échanges et l'intégration ainsi qu'à la connaissance des aspects liés au développement social. L'Institut a aussi contribué à la mise au point d'instruments appropriés pour la mise en oeuvre des politiques de développement dans des domaines tels que les techniques de planification, la formulation et l'évaluation des projets et les budgets-programmes.

En somme, on peut dire que le cadre dans lequel s'orienteront les activités futures de recherche de l'Institut est constitué par quatre éléments principaux. En premier lieu, eu égard au renforcement de la complexité de la situation et de la prise de conscience des problèmes fondamentaux du développement, il faut choisir avec soin les sujets de recherche et les analyser en profondeur, ce qui oblige à concentrer l'effort sur les questions les plus importantes. En deuxième lieu, le travail de recherche de l'Institut s'inscrit dans le système conceptuel élaboré tant par la CEPAL que par d'autres institutions, système qu'il faut constamment renouveler en montrant les points critiques sur lesquels il y a lieu de mettre l'accent et de concentrer la recherche. Conformément à cette conception, l'Institut doit s'appuyer de plus en plus sur la capacité croissante de recherche qui s'est développée en Amérique latine et encourager des activités communes dans les domaines jugés fondamentaux pour la compréhension des phénomènes économiques et sociaux de la région et pour les propositions touchant les politiques. Il convient enfin de signaler la nécessité de maintenir des liens très étroits avec d'autres organismes internationaux (BID, CIAP, OEA, FAO, UNESCO, etc...) et avec les centres universitaires qui, en dehors de l'Amérique latine, font des études sur cette région.

/Ces éléments

Ces éléments doivent servir de guide pour orienter l'action de l'Institut dans le domaine de la recherche. Cependant, cette action obéira en dernière analyse à une interprétation de l'évolution économique et sociale de l'Amérique latine inspirée d'une optique actuelle qui permette de discerner plus clairement ses caractéristiques essentielles. A cette fin, l'Institut s'efforcera surtout en 1970 de systématiser les idées qui sont apparues au cours des vingt dernières années en une série d'interprétations du développement économique et social de l'Amérique latine, bien que jusqu'à présent aucun effort organisé n'ait été fait pour rassembler méthodiquement ces idées. Il faudrait accomplir cette tâche avec un esprit critique, écarter tout ce que l'expérience nous conseille d'écarter, noter les lacunes et les contributions positives etc... Le couronnement de cette entreprise serait la publication d'un ouvrage avec la participation des économistes de l'Institut ~~comme~~ de ceux de la CEPAL.

Cet effort doit tenir compte de la situation et des besoins de l'Amérique latine; cette situation doit être examinée avec rigueur scientifique et objectivité conformément à la tradition d'indépendance intellectuelle qui a toujours caractérisé les travaux de l'Institut.

4. Publications

La publication de textes et de manuels revêt une importance essentielle tant pour les activités de formation que pour satisfaire le besoin toujours plus grand de faire connaître l'oeuvre de l'Institut.

Les premières publications de l'Institut ne remontent qu'à trois ans à peine; plusieurs textes ont déjà été publiés, sous forme d'ouvrages imprimés comme dans les diverses séries des Cuadernos. Le personnel de l'Institut travaille activement à la publication prochaine de quinze autres titres.

Il faut insister sur la publication de textes et de manuels. L'Institut devra entreprendre l'élaboration de manuels techniques intéressant les principaux secteurs. Il en existe déjà pour ce qui est de la planification industrielle et des budgets-programmes. On en prépare actuellement sur les plans opérationnels annuels, la planification du secteur public, la programmation monétaire et financière, la formulation et l'analyse des projets. Cependant, aux fins de la formation, les manuels doivent aussi couvrir d'autres domaines puisque leur publication jouera un rôle essentiel de rayonnement dans les universités et dans les autres centres d'enseignement de l'Amérique latine.

Pour la publication de nouveaux points de vue et de nouvelles interprétations concernant les questions de développement et de planification, l'Institut dispose des conclusions préliminaires de recherches (anticipos de investigación) de ses Cuadernos. Il compte néanmoins publier une revue qui jouera un rôle plus actif et aura sans nul doute un public plus large, facilitant ainsi un dialogue ouvert qui fera certainement surgir de nouvelles idées. Cette revue commentera en outre les activités des services de planification pour servir de moyen de communication entre ces services et indiquera les résultats des controverses et des discussions sur les problèmes économiques et sociaux de l'Amérique latine; enfin, elle fournira des renseignements sur les principales activités de l'Institut en matière de recherche, de services consultatifs et d'enseignement.

Toutes les publications, y compris la revue, serviront de lien entre l'Institut et les universités et centres de recherche de la région et en
/dehors de

dehors de la région, tout en faisant connaître l'Institut au grand public. La nécessité de faire paraître ces publications dans d'autres langues, surtout le portugais et l'anglais, s'est fait ressentir et c'est là un objectif qu'il faut atteindre le plus rapidement possible.

5. L'avenir de l'Institut et les problèmes du financement

Au cours de la réunion officieuse de Mexico, non seulement on a examiné l'orientation future des principales activités de l'Institut mais on a discuté aussi les problèmes que pose son financement. Il convient de rappeler que jusqu'à présent, du point de vue du financement, l'Institut a connu deux phases. Pendant la première, qui a duré cinq ans, le financement a consisté en une contribution du Fonds spécial de l'ONU et une contribution de la Banque interaméricaine de Développement pour le compte des gouvernements. Au cours de cette phase initiale, l'Institut a obtenu un financement supplémentaire du Fonds spécial, constitué par des contributions de "contrepartie" des gouvernements latino-américains, pour la création de la Division des services consultatifs. Pendant la deuxième phase, qui a commencé le 1er juillet 1967 et doit durer quatre ans, l'Institut est de nouveau financé comme projet du Fonds spécial, avec une contribution importante de la Banque interaméricaine de Développement et des contributions de "contrepartie" faisant cette fois l'objet d'engagements directs des gouvernements de la région.

Il y a lieu de souligner l'importance fondamentale de ces appuis financiers et il faut reconnaître à sa juste valeur l'appui généreux fourni par le Fonds spécial et la Banque interaméricaine de Développement ainsi que le soutien important accordé par les gouvernements de la région. Cependant, comme on l'a indiqué à la réunion de Mexico, il faut trouver des formules qui permettent à l'Institut de poursuivre ses activités sur des bases permanentes et non plus sur une base financière précaire sujette à des négociations périodiques pour l'obtention de fonds, car l'instabilité des ressources entraîne notamment un gaspillage d'efforts et interdit un climat de travail approprié.

L'Institut a déjà démontré l'importance de son action en Amérique latine. Cette action doit être fondée sur une grande indépendance intellectuelle. Ce n'est que de cette manière qu'il pourra jouer un rôle vraiment important dans l'élucidation et la solution des graves problèmes que pose le développement de l'Amérique latine. Pour bénéficier de cette

/indépendance intellectuelle,

indépendance intellectuelle essentielle à ses travaux, l'Institut doit s'assurer un financement permanent et éviter les vicissitudes financières, du moins en ce qui concerne ses principales activités. C'est pourquoi on a tant insisté à la réunion de Mexico pour que les sources de financement soient des organisations internationales comme l'ONU ou la Banque interaméricaine de Développement et pour que soient évités les risques entraînés par l'assujettissement à des contributions isolées.

Il est intéressant à cet égard de rappeler un passage du rapport Mason-Iglesias, rédigé au cours des négociations relatives à la deuxième phase de l'Institut:

" On prévoit qu'au cours de la deuxième étape, les gouvernements latino-américains feront des contributions directes importantes. Nous ne croyons pas néanmoins que toutes les dépenses de l'Institut ou même la majeure partie de ces dépenses puissent être financées par cette source. S'efforcer d'obtenir l'accord de vingt gouvernements pour un programme de financement à long terme, c'est, selon nous, tenter l'impossible et insister sur ce point équivaut à rechercher la disparition de l'Institut. Nous espérons que les gouvernements continueront à accorder des contributions directes et même les augmenteront mais nous ne nous attendons pas que la majorité des fonds proviennent de cette source".

Etant donné la proximité du début de la deuxième Décennie du développement, organisée sous les auspices de l'ONU, il faut s'efforcer d'obtenir que la prochaine phase de l'Institut - qui doit commencer le 1er juillet 1971 - soit beaucoup plus longue que les deux premières. En tant qu'organisme des Nations Unies exerçant déjà des activités dans le domaine de la planification, l'Institut contribuera certainement à atteindre les objectifs de la deuxième Décennie du développement en Amérique latine, car la planification doit jouer un rôle essentiel dans les efforts des gouvernements visant à atteindre les buts appropriés en matière de développement.

/Les considérations

Les considérations qui précèdent permettent d'orienter l'examen préliminaire d'un futur système de financement qui permette d'assurer une plus grande continuité aux activités essentielles de l'Institut et de garantir son indépendance intellectuelle. Conformément aux suggestions formulées à la réunion officielle de Mexico, on a envisagé diverses formules de financement.

Avant de présenter les possibilités de financement de l'Institut à partir de la mi-1971, il faut définir les bases sur lesquelles il conviendrait d'organiser les activités futures. A cette fin, il est nécessaire de garder à l'esprit les objectifs et les principes directeurs formulés dans le présent rapport, qui ont pour but d'améliorer et d'étendre les services fournis par l'Institut aux pays de la région grâce à l'étude des problèmes majeurs du développement et des propositions de politiques visant à les résoudre et grâce aussi à son action directe. On a suggéré pour atteindre ces buts de fonder la structure de l'Institut sur un noyau permanent comprenant le personnel de direction, le personnel chargé de la formation et de la recherche et le personnel responsable des services consultatifs et des projets.

Il est également nécessaire que l'Institut dispose d'une équipe d'appui dont la permanence serait garantie pendant plusieurs années et grâce à laquelle il pourrait assurer et même étendre les services directs qu'il rend de plus en plus, surtout pour répondre à la demande des gouvernements et des organismes internationaux en matière de services consultatifs concernant la planification et les projets, conformément aux principes directeurs énoncés à la section 2 du présent rapport.

On a fait une estimation préliminaire des ressources financières nécessaires pour le noyau de base, d'une part, et pour l'équipe d'appui chargée des services consultatifs et des projets, d'autre part. Cette estimation, qui est détaillée dans les tableaux 1 et 2, fournit un montant approximatif de 1 157 000 dollars pour le noyau et de 517 000 dollars pour l'équipe d'appui.

La meilleure solution pour que l'Institut puisse atteindre ses principaux objectifs serait de suivre la suggestion tendant à incorporer

/le noyau

le noyau et l'équipe d'appui au Secrétariat de l'ONU. Il ne semble pas que ce soit là une solution viable à court terme compte tenu des restrictions financières qui entravent en général les activités de l'ONU. Aussi estime-t-on préférable de suggérer une autre solution en ce qui concerne les sources de financement, pour que le Conseil puisse disposer d'une base de discussion et définir les mesures à prendre pour donner des assises plus solides et plus durables aux principales activités de l'Institut. Cette solution consisterait à demander au Programme des Nations Unies pour le développement de financer le noyau de base, l'Institut étant considéré comme un projet permanent sui generis, avec des phases plus longues que les deux premières. On estime qu'une durée appropriée serait celle de la deuxième Décennie du Développement. Si cette solution était retenue, l'équipe d'appui serait financée par d'autres sources. On a pensé que le Bureau de la coopération technique de l'ONU pourrait accorder à l'Institut les ressources nécessaires pour financer le personnel chargé de fournir une assistance consultative en matière de planification, tandis que la Banque interaméricaine de Développement pourrait financer le personnel chargé des activités de pré-investissement et des projets. Ce financement devrait porter sur une période minimum de cinq ans de façon que les équipes d'appui puissent remplir leur rôle.

En ce qui concerne le financement de l'Institut en tant que projet du PNUD (Fonds spécial), il y a lieu de faire observer que dans le cas de tels projets, les gouvernements font généralement des contributions en espèces. L'expérience de la deuxième phase de l'Institut a montré combien il est difficile d'obtenir le paiement des contributions dans le cadre de ce système. Ce problème mériterait une attention particulière car s'il est vrai que ce moyen d'obtenir des fonds est incommode, en revanche les pays dépensent beaucoup plus que le montant des contributions en espèces lorsqu'ils financent des activités que l'Institut entreprend sur leur demande dans les domaines de la formation, de l'assistance consultative et de la recherche. Ainsi, lorsque l'Institut fait un cours de formation, les gouvernements ou les institutions nationales qui en ont

/demandé l'organisation

demandé l'organisation remboursent les frais acquittés sur place, continuent à payer les traitements des fonctionnaires qui suivent le cours et parfois assurent le financement des bourses pendant la durée du cours. Dans le cas des services consultatifs fournis aux divers pays, la même observation est applicable, si l'on évalue le coût pour les gouvernements du détachement de techniciens de contrepartie chargés de collaborer avec l'équipe d'experts de l'Institut sur le terrain et si l'on y ajoute les frais locaux de transport, de secrétariat, etc... De plus, il arrive souvent que le travail soit poursuivi au siège de l'Institut, auquel cas les pays intéressés financent les frais de voyage et de subsistance de leurs équipes d'experts. Il en va de même pour les projets de recherche lorsque la participation de groupes d'experts des institutions et des pays intéressés avec lesquels collabore l'Institut nécessite la présence pendant de longues périodes de chercheurs affectés à des activités communes.

L'incidence réelle de ces éléments est difficile à mesurer car ils ne se prêtent pas à des calculs précis mais on peut fournir des chiffres approximatifs donnant une idée de l'ampleur de l'appui accordé par les pays de la région aux activités de l'Institut. Si l'on appliquait un critère plus souple, on pourrait considérer ces chiffres comme la valeur de la contribution de contrepartie que les gouvernements devraient verser à ce projet du PNUD qui, par sa nature même d'instrument économique et social de l'Amérique latine relevant du système des Nations Unies et par les objectifs ambitieux d'amélioration des conditions du développement dans les pays de la région qu'il poursuit, paraît bien constituer un projet sui generis.

A titre d'exemple, le tableau 3 présente un état des contributions des pays intéressés aux diverses activités.

En dehors des activités du noyau de base et de l'équipe d'appui, on peut concevoir que, comme cela s'est déjà produit, l'Institut entreprenne d'autres activités nécessitant un financement ad hoc. Ainsi, certains services consultatifs et certains projets feront l'objet d'une rémunération soit des gouvernements eux-mêmes soit en vertu d'accords spéciaux avec

/des institutions

des institutions nationales ou internationales de financement. L'Institut pourrait d'autre part obtenir pour certaines activités spéciales de formation et de recherche des ressources de fondations, d'universités et d'autres sources: c'est dans cette catégorie de ressources qu'entre le don important fait par le Gouvernement néerlandais. Il conviendrait d'étudier plus avant cette possibilité et son examen par le Conseil d'administration aboutira sans aucun doute à des modifications ou même à d'autres suggestions qui permettront au Cabinet du Directeur général de définir des principes directeurs précis pour les consultations intensives qui devront se dérouler pendant la première moitié de l'année prochaine en vue d'assurer à l'Institut la base financière appropriée pour qu'il atteigne les objectifs qui ont motivé sa création.

Tableau 1

ESTIMATION DES DEPENSES ANNUELLES DE L'INSTITUT
A PARTIR DU 1ER JUIN 1971

	<u>Personnel</u> (nombre)	<u>Dépense annuelle</u> (dollares)
1. <u>Noyau de base</u>		<u>1 157 000</u>
1.1 <u>Administrateurs</u>	<u>37</u>	<u>736 000</u>
Cabinet du Directeur général	6	166 000
Programme de formation	8	137 000
Division de la recherche	12	209 000
Division des services consultatifs	6	127 000
Division des projets	3	64 000
Division des publications	2	33 000
1.2 <u>Consultants</u>		<u>60 000</u>
1.3 <u>Secrétariat</u>	<u>14</u>	<u>73 000</u>
1.4 <u>Services administratifs</u> ^{1/}	<u>11</u>	<u>48 000</u>
1.5 <u>Voyages officiels</u>	-	<u>60 000</u>
1.6 <u>Matériel et fournitures</u>	-	<u>50 000</u>
1.7 <u>Autres frais administratifs</u> ^{2/}	-	<u>80 000</u>
1.8 <u>Fonds des publications</u>	-	<u>50 000</u>

^{1/} On a supposé qu'une part importante des dépenses d'administration (personnel, finances, services généraux communs, etc...) serait prise en charge par la CEPAL.

^{2/} Entretien des bâtiments, éclairage, chauffage etc...

/Tableau 2

Tableau 2

	<u>Personnel</u> (nombre)	<u>Dépenses annuelles</u> (dollars)
2. <u>Equipe d'appui</u>		<u>517 000</u>
2.1 <u>Administrateurs</u>	18	<u>351 000</u>
Division des services consultatifs	9	161 000
Division de projets	5	86 000
Spécialistes des secteurs	5	104 000
2.2 <u>Consultants</u>		<u>60 000</u>
2.3 <u>Secrétariat</u>	7	<u>36 000</u>
2.4 <u>Voyages officiels</u>		<u>40 000</u>
2.5 <u>Matériel et fournitures</u>		<u>30 000</u>

Résumé des tableaux 1 et 2

1. Noyau de base	1 157 000
2. Equipe d'appui	<u>517 000</u>
	1 674 000

Tableau 3

ESTIMATION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES DES
GOUVERNEMENTS AU 31 DECEMBRE 1969

	<u>Formation</u>	<u>Recherche</u>	<u>Services consultatifs</u> (dollars)	<u>Projets</u>	<u>Total</u>
Argentine	3 700	4 000	-	-	7 700
Bolivia	51 173	-	-	-	51 173
Brésil	137 363	-	57 400 ^{1/}	-	194 763
Chili	28 380	4 200	32 500	-	65 080
Colombie	2 400	-	-	-	2 400
Costa Rica	3 300	-	-	-	3 300
Cuba	5 380	-	-	-	5 380
El Salvador	9 600	-	-	-	9 600
Equateur	2 650	-	12 700	-	15 350
France	2 000	-	-	-	2 000
Guatemala	4 100	-	-	-	4 100
Honduras	5 570	-	900	400	6 870
Mexique	35 750	5 000	-	-	40 450
Panama	36 600	-	-	-	36 600
Paraguay	3 900	-	-	-	3 900
Pérou	29 717	6 300	1 900	300	38 217
Royaume-Uni	2 000	-	-	-	2 000
Trinité-et-Tobago	1 600	-	-	-	1 600
Uruguay	3 900	-	-	-	3 900
Venezuela	19 500	11 100	-	1 000	31 600
	<u>388 283</u>	<u>30 600</u>	<u>105 400</u>	<u>1 700</u>	<u>525 983</u>

^{1/} Les chiffres correspondant aux services consultatifs fournis au Minas Gerais (Brésil) en octobre-novembre 1969 sont des estimations.

6. Relations avec les autres organismes

Une des caractéristiques les plus remarquables de l'Institut a été la coopération étroite qu'il a entretenue avec un grand nombre d'organisations internationales, organismes nationaux de développement, universités et centres de recherche. Leur appui matériel lui a permis d'entreprendre des activités d'une portée beaucoup plus grande qu'il n'aurait pu le faire avec ses propres ressources limitées. Encore plus notable cependant est le fait que ces liens ont permis à l'Institut de conserver un contact étroit avec les diverses expériences de politiques économiques et sociales et avec les concepts forgés dans ces domaines. Et pourtant il n'a pas réussi à donner effet à sa détermination d'ouvrir un échange de vues plus libre avec les centres et les dirigeants de l'Amérique latine comme en dehors de cette région.

Même au risque d'oublier d'autres exemples de coopération très utile, il convient de souligner l'appui vigoureux consenti par la Banque interaméricaine de Développement, non seulement en raison de sa contribution importante au financement global de l'Institut mais aussi en raison du soutien dont elle a fait bénéficier plusieurs des activités de l'Institut et de l'esprit positif que les dirigeants de la Banque ont toujours montré vis-à-vis des projets communs. L'Institut croit de son côté avoir fait preuve d'une attitude similaire en coopérant avec la Banque chaque fois qu'on le lui a demandé, comme le montre la participation du Directeur général et d'autres fonctionnaires de l'Institut - et de la CEPAL - à l'étude relative à la politique de développement économique et à la mobilisation des ressources financières. Le domaine du pré-investissement, que l'on est en train d'explorer, offre aussi des perspectives prometteuses à une tâche de la plus grande importance concernant les objectifs des deux organismes.

De plus, comme on l'a déjà indiqué, les conditions nécessaires ont été créées pour une association plus étroite avec l'Organisation des Etats américains et tout particulièrement avec le Comité interaméricain de l'Alliance pour le Progrès, pour l'étude de l'évolution des pays latino-américains et de la mise en oeuvre des plans, ce dont les organismes intéressés tireront certainement tous profit.

/L'Institut maintiendra

L'Institut maintiendra et même étendra les relations étroites qu'il a instaurées ces dernières années avec les organismes des Nations Unies. C'est ainsi qu'il collabore, par l'intermédiaire du Programme panaméricain de la santé, qu'il a créé, avec le Bureau panaméricain de la santé à la formation de planificateurs du secteur sanitaire et à des recherches visant à instaurer une intégration plus étroite entre la planification du développement et les besoins et objectifs des plans concernant la santé. L'Institut coopère avec l'Organisation internationale du Travail dans les domaines de l'emploi et de la planification des ressources humaines. Sans l'appui généreux que n'a cessé de lui accorder le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, il n'aurait pas pu faire un travail important en matière de développement social, surtout en ce qui concerne les problèmes brûlants de la jeunesse en Amérique latine. Des résultats positifs ont été obtenus à la suite de l'accord conclu avec le Centre latino-américain de démographie (CELADE) pour étendre aux problèmes démographiques les recherches actuellement effectuées, en collaboration avec les centres nationaux coordonnés par le Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO), sur l'importante question - déjà mentionnée - des politiques de développement orientées vers l'intégration. Des rapports constructifs ont aussi été maintenus avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'autres organismes des Nations Unies. Le Fonds monétaire international (FMI) a constamment collaboré aux activités d'enseignement de l'Institut.

L'intérêt que porte l'Institut aux problèmes de l'intégration économique en Amérique latine ressort aussi de ses relations étroites avec l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE). En Amérique centrale, il a collaboré avec le SIECA à l'élaboration des bases d'une stratégie du développement de la région dans son ensemble, à l'étude du

/déséquilibre des

déséquilibre des échanges dont elle souffre et il a contribué à encourager les projets multinationaux; il a entrepris une collaboration très prometteuse avec le Groupe des Andes, surtout pour ce qui est de la coordination des plans des pays membres et des aspects industriels de l'intégration de cette zone; il a également appuyé les efforts d'intégration de la région des Antilles entrepris par la CEPAL. Il faut aussi souligner que dans ses travaux intéressant l'intégration, l'Institut a toujours suivi de près les activités de l'Institut pour l'intégration latino-américaine (INTAL).

Il convient aussi de signaler l'appui reçu de l'Agence pour le Développement International des Etats-Unis et du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour le financement de bourses accordées en vue de suivre les cours de l'Institut, l'appui reçu de l'Organisation de Coopération et de développement économiques (OCDE) pour une enquête sur le chef d'entreprise au Mexique, l'appui reçu de l'Université de Paris pour des recherches sur les secteurs de la main-d'oeuvre, enfin l'appui du Gouvernement français qui a fait l'apport de la précieuse expérience qu'il a acquise en matière de planification à long terme. L'Institut et la Société chilienne de développement (CORFO) ont conclu des accords pour une collaboration dans les domaines budgétaire et social et discutent actuellement de l'élaboration de nouvelles lignes d'action en matière de projets.

Le Gouvernement néerlandais a pour sa part fait une importante contribution qui a permis à l'Institut, au cours des dernières années, d'étendre considérablement son potentiel de recherche; de plus, cette année, il a fait un autre don généreux qui doit être utilisé à partir de 1970, ce qui conduit le Directeur général à exprimer une gratitude particulière pour cet honneur exceptionnel et cette preuve de confiance dans l'Institut.

Enfin, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Secrétariat de l'ONU - par l'intermédiaire du Bureau de l'assistance technique - ont non seulement apporté une contribution décisive sur le plan matériel mais aussi ont donné les encouragements et l'impulsion nécessaires pour que l'Institut exerce avec vigueur une action permanente et toujours plus constructive.

/L'Hospitalité et

L'Hospitalité et les facilités accordées par le Gouvernement chilien ont sans nul doute constitué un facteur important du développement de l'activité de l'Institut.

Comme on l'a constamment noté dans cette analyse des activités de l'Institut et dans les propositions relatives à l'orientation future de ces activités, le renforcement de la coordination et de la collaboration entre l'Institut et la CEPAL a représenté un élément permanent et très positif. Les principes directeurs proposés en ce qui concerne l'action future de l'Institut doivent tenir compte de cet aspect essentiel des rapports entre ces organismes afin que tous deux puissent donner à l'Amérique latine des interprétations de ses problèmes de développement, lui proposer des politiques économiques et sociales concrètes pour résoudre ces problèmes et s'acquitter d'activités directes d'appui aux efforts des gouvernements dans cette direction.

Le Directeur général voudrait exprimer à nouveau sa reconnaissance pour l'appui accordé par les institutions nationales et internationales sous forme de ressources et de suggestions visant à renforcer les activités de l'Institut. Il affirme aussi sa détermination de rendre encore plus étroits les contacts avec ces organismes et d'étendre ces contacts à d'autres institutions. La réalisation de cet objectif devrait aider l'Institut à concentrer ses efforts dans les domaines présentant la plus grande importance pour le développement et la planification et lui permettre de faire siennes des expériences et des idées - ou qu'elles soient appliquées ou formulées - qui lui serviront à s'attaquer avec davantage de succès que dans le passé aux problèmes que pose le développement de l'Amérique latine.

INSTITUTO LATINOAMERICANO
DE PLANIFICACION
ECONOMICA Y SOCIAL



LIMITE
INST/L. 20
le 9 janvier 1970
FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

TREIZIEME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Santiago du Chili, 8 et 9 janvier 1970

RESOLUTION ADOPTÉE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'INSTITUT LATINO-AMERICAIN DE PLANIFICATION
ECONOMIQUE ET SOCIALE
DURANT SA TREIZIEME SESSION

Le Conseil d'administration de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale

Tenant compte de ce que le Plan d'opérations du Fonds spécial des Nations Unies pour la deuxième phase des activités de cet organisme établit que l'Institut est censé être un organisme permanent et de ce que cette intention déjà était exprimée initialement dans la résolution 220 (AC.52) de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), portant création de l'Institut;

Tenant compte de ce que ledit Plan d'opérations indique que le Conseil d'administration explorera activement diverses possibilités de financement de l'Institut à l'avenir et présentera à cette fin une proposition concrète à la CEPAL avant sa session de 1970;

Considérant que l'Institut a été créé par les gouvernements sous les auspices de la CEPAL, qu'il a toujours obtenu leur appui au cours des sessions de la Commission et que cet appui a été confirmé récemment à la session de Lima (Avril 1969) par la résolution 286 (XIII);

Reconnaissant avec satisfaction l'important appui et les ressources que les gouvernements latino-américains ont apportés aux tâches de l'Institut au moyen de contributions directes à ce projet, ainsi que par les prestations de services et les dépenses qu'implique la participation de leurs fonctionnaires aux cours d'enseignement et aux travaux de contrepartie en matière de services consultatifs et de recherches;

Exprimant sa gratitude des importantes contributions faites par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (Fonds spécial) et la Banque interaméricaine de développement (BID) à l'Institut durant sa deuxième phase pour lui permettre de poursuivre et d'accroître ses activités;

/Tenant compte

Tenant compte aussi de la précieuse collaboration qu'ont prêtée à ces activités la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) par l'intermédiaire du Bureau Sanitaire Panaméricain, l'Organisation des Etats américains (OEA) et autres organismes internationaux et nationaux, publics et privés, ainsi que du généreux apport du Gouvernement des Pays-Bas et de l'importante collaboration de la France;

Ayant examiné pendant ses diverses sessions et plus particulièrement à sa session extraordinaire de Mexico, en septembre 1969, et lors de la présente treizième session les progrès réalisés par l'Institut dans les domaines de la formation professionnelle, de la recherche et des services consultatifs techniques fournis aux gouvernements, ainsi qu'en ce qui concerne son programme de publications;

Considérant que les objectifs de l'Institut répondent aux besoins réels et croissants des pays latino-américains dans leurs efforts de développement économique et social et qu'en conséquence la demande en ce qui concerne ses services ne cesse d'augmenter;

Tenant compte du rôle que l'Institut peut jouer en Amérique latine eu égard aux tâches que les Nations Unies mèneront à bien pendant la deuxième Décennie pour le Développement;

Ayant étudié de façon approfondie pendant la présente session les propositions faites par le Directeur Général au Conseil sur les activités et le financement futurs de l'Institut (INST/L.18).

Décide:

1. D'appeler l'attention sur le rôle que l'Institut est appelé à accomplir en Amérique latine dans le domaine de la coordination des plans et du processus de planification en général dans le cadre des efforts des Nations Unies en faveur de la deuxième Décennie du Développement, compte tenu du mandat que les gouvernements membres ont donné à l'Institut dans la résolution 289 (XIII) adoptée par la CEPAL à sa session de Lima (Pérou);

2. De considérer comme étant du plus haut intérêt l'intensification, de manière sélective, des activités de formation professionnelle, de recherche et des services consultatifs, ainsi que les nouvelles orientations que le Directeur Général se propose de donner aux activités de l'Institut, particulièrement en vue de:

a) favoriser la réunion des organismes de planification existant en Amérique latine et mettre en place, avec la collaboration d'autres organismes internationaux, un mécanisme de contact et d'enrichissement d'expériences entre les différents pays afin de: i) renforcer le processus de planification, ii) améliorer la connaissance et la compréhension des problèmes d'Amérique latine et iii) faire une étude systématique de l'exécution des plans;

b) collaborer avec les organismes internationaux et nationaux à l'étude des projets de pré-investissements pour les adapter aux besoins en matière de recherches et d'investissements qu'impliquent les plans nationaux de développement;

c) collaborer à la coordination des activités d'assistance technique des Nations Unies afin que celles-ci tiennent de plus en plus compte des besoins les plus urgentes des pays;

d) favoriser la discussion, dans le cadre de séminaires, des expériences faites en matière de politique économique et inviter à l'Institut des personnalités d'Amérique latine afin de tirer parti de leur expérience pour élaborer des idées et améliorer la connaissance des problèmes du développement;

e) faire connaître par l'intermédiaire de ses publications les travaux de recherches, l'expérience acquise du fait des services consultatifs fournis en matière de planification et de projets ainsi que dans les cours de formation professionnelle;

f) collaborer aux travaux de planification liés aux processus d'intégration régionale et sous-régionale dans les domaines qui sont du ressort de l'Institut et à la demande des gouvernements;

3. De recommander de poursuivre et d'intensifier la coordination avec la CEPAL et d'autres organismes en ce qui concerne la réalisation des activités susmentionnées;
4. De prier le Directeur Général de l'Institut de faire les démarches qu'il juge opportunes auprès des gouvernements latino-américains, du PNUD et de la BID pour obtenir les ressources financières nécessaires pour poursuivre les activités de l'Institut et en assurer la permanence sur la base des orientations de son programme de travail et avec les ressources qu'implique ledit programme;
5. De recommander aux gouvernements membres et au secrétariat de la CEPAL que soient adoptées, à la prochaine session de la Commission, les mesures de nature à assurer la permanence de l'Institut ainsi qu'un niveau adéquat de ses activités, grâce à l'adoption des résolutions nécessaires à cet effet;
6. De formuler une recommandation tendant à ce que le PNUD établisse les moyens de financement nécessaires pour le noyau permanent de l'Institut, proposé par le Directeur Général dans le document INST/L.18, et étudie les possibilités de financer de façon ad hoc telles ou telles activités de l'organisme au titre des programmes d'Assistance technique.
7. De recommander que la BID continue à accorder son appui et son aide financière à l'Institut dans les conditions où elle le fait actuellement ou en trouvant les formules nécessaires pour financer des activités de l'Institut qui présentent un intérêt commun pour les deux organismes;
8. De réaffirmer son appui à l'oeuvre que l'Institut est appelé à accomplir et d'exprimer l'espoir que les démarches visant à assurer sa stabilité seront couronnées de succès.

Santiago du Chili, le 9 janvier 1970